

CEUX QUI RENDENT
impossible
la révolution
pacifique
rendent
inévitabile
la révolution
violente

John F. Kennedy.

L'AVENIR de la Bretagne

JOURNAL NATIONAL BRETON ET FEDERALISTE EUROPEEN

11 sept. 69 - N° 45 (nouvelle série) — mens. paraissant le 2^e jeudi - Réd. B.P. 296 St-Brieuc - Tél. 33.35.88 - Adm. B.P. 89 Brest - C.C.P. Rennes 1 132-86 - Abonnements : un an, 10 F. ; de soutien, 50 F. ; Etudiants et soldats, 5 F. - Le n° 1 F.

L'IRLANDE VERS SON UNITE

LA REVOLTE DES GUEUX

A PRES la République Libre d'Irlande que le voyage de l'ex-guide mit ces derniers mois à la une des journaux, c'est au tour de l'Irlande du Nord, l'Ulster, de defrayer la chronique. N'ayant rien à se mettre sous la dent en ces mois creux de vacances, les journalistes français y sont allés de bon cœur.

Ignorant jusqu' alors tout de la crise sévissant dans les Six Comtés la plupart n'ont vu tout d'abord dans les combats sanglants qui s'y sont déroulés qu'une moderne guerre de religion, au cours de laquelle s'entrechoiraient protestants et catholiques, et qu'il importait de traiter sur un ton folkloro-humoristique.

Plus tard, renseignements pris, la criante injustice sociale dont était victime la minorité catholique leur sauta aux yeux et les termes de « gauchisme », « lutte de classe » etc., reflérent sous leurs plumes comme aux plus beaux jours de mai 1968.

Mais n'examiner dans cet affrontement que les seuls aspects religieux et social est un non sens qu'il nous importe de rectifier.

Un conflit anglo-irlandais

La guerre civile actuelle n'est que l'aboutissement d'une crise qui n'a pratiquement pas cessé depuis la partition de l'Irlande, en 1921, entre l'Irlande indépendante, de religion catholique, et l'Ulster, la partie la plus riche de l'île, peuplée en majorité d'Anglais protestants importés, et restant rattachée à la couronne britannique.

Or, cette majorité anglaise dirigeante s'est continuellement comportée en Ulster comme un pays conquis, pratiquant à l'égard des Irlandais de souche demeurés dans les Six Comtés — les seuls à être véritablement chez eux — une véritable politique ségrégationniste. On peut donc affirmer sans erreur qu'il s'agit en Irlande du Nord d'un conflit international opposant d'une part les colons anglais et catholiques à leurs colonisateurs anglais et protestants.

Les « Bougnoules » de l'Ulster

Cette politique de ségrégation, que nous dénonçons vigoureusement, mène depuis un demi-siècle et poursuivie actuellement par le Parti Unioniste au pouvoir du Major Chichester-Clark s'est portée sur tous les plans, tant politique qu'économique, social ou religieux éliminant ainsi les Irlandais de tous les postes de direction.

Tout d'abord, le scandaleux découpage des circonscriptions électorales ainsi que la pratique, impensable dans un pays démocratique, du suffrage censitaire soumettent nos cousins Irlandais à une véritable discrimination politique. En effet, le suffrage n'est pas universel mais le droit de vote découle de la possession de biens immobiliers. En outre, les compagnies de toutes sortes ont non seulement le droit de vote, mais disposent le plus souvent de plusieurs voix

dont le nombre dépend de leur importance économique.

Victimes de plus, d'une discrimination sociale tant pour des emplois civils que pour le logement, les Irlandais en furent réduits à vivre confinés au bas de l'échelle sociale et à former le sous-prolétariat de l'Ulster dénué de tout droit de vote. Ce sont en quelques sortes les « bougnoules », les « negres » de l'Irlande du Nord. Le fait que l'Organisation revendicative de Miss Bernadette Devlin, la jeune députée Irlandaise, porte, tout comme celle des noirs des U.S.A., le nom de « Mouvement pour les Droits Civiques » est symptomatique. Le combat mené est similaire et, pour la ségrégation, la religion couvrant la nationalité se substitue ici à la couleur.

Comme l'écrit notre confrère « La Montagne » du 18 août, « Jalouse de ses privilèges, s'appuyant sur des principes stupides, la majorité protestante, bien loin de permettre une évolution des catholiques, s'est au contraire appliquée à endiguer toutes les failles qui auraient autorisé la moindre contestation de sa suprématie. Aujourd'hui elle récolte les fruits de cette politique étroitement conservatrice en voyant porter le conflit aux yeux de l'opinion internationale. »

Ils veulent notre sang

C'est, cette colonisation de la population Irlandaise par les possesseurs anglais qui est la cause de cet antagonisme, de cette haine plutôt, qui n'a cessé de croître entre les deux communautés et qui a provoqué les légitimes revendications, de plus

J. H.

(Suite page 6.)

A NOS ABONNES

En raison du grand nombre de changements d'adresses de nos abonnés qui nous occasionnent chaque mois, un surcroît du travail et des frais importants de plaques-adresses, nous ne pourrions désormais donner suite qu'aux demandes accompagnées de la dernière bande et de 150 F. en timbres. Merci d'avance.

Le Secrétaire.

EDITORIAL

Le Banquier, le Pâtissier, et le Peuple Breton

LA vie politique française s'enfoncé dans la grisaille. L'aventure gaullienne terminée, de par la volonté même du Général qui a sagement choisi d'y mettre fin en préparant son terrain de chute, la France est maintenant officiellement gouvernée par une conjuration de notables et de grands commis. Que pouvons-nous attendre, pour la Bretagne et le peuple breton, de ce gouvernement de gestionnaires et de technocrates, tous élevés dans le sillon de la République conservatrice, dure, pure, une et indivisible ?

On ne peut certes que rendre hommage à l'intelligence, l'habileté et la roublardise de M. Pompidou. Ce professeur souverain devenu banquier et Premier ministre, a réussi le tour de force d'être à la fois l'élé de la France conservatrice et celui du Parti Communiste. Seuls les ingénieurs de la politique, ou les ignares, peuvent ne pas s'être aperçus que toute la campagne du Parti Communiste et de son pâtissier de service a visé à faire élire le banquier Pompidou, digne héritier de la pensée gaullienne, de préférence à « l'Européiste marquis Poher (La Pravda dit). La lecture de ce dernier journal et des textes de l'Agence Tass ne laisse aucun doute à ce sujet. Avis aux égarés de bonne foi qui ont cru devoir suivre les consignes électorales du P.C. Ceux qui, en France ou ailleurs, manipulent ce dernier, savent depuis longtemps que le seul art de la politique pratique est, entre deux maux, de savoir choisir le moindre ; c'est pourquoi ils ont, de leur point de vue, préféré Pompidou à Poher.

Il est d'ailleurs parfaitement normal que les deux conservatismes de la France, de papa, celui de gauche que représente essentiellement le P.C.F., celui de droite incarné surtout par l'U.D.R., se soient trouvés d'accord et en fait additionnés. Notre confrère « Le Monde Libertaire » a donc parfaitement raison d'avoir présenté, dans une de ses caricatures, le pâtissier Duches, transformé en valet de chambre de l'Élysée, tendant la main au Président banquier, qui, la main à la poche de son gousset, lui dit : « Merci, mon ami, merci... »

Ceci dit, il est aveuglant qu'aucun de ces deux conservatismes n'est sincèrement partisan d'une régionalisation véritable, encore moins de la transformation de la France en République fédérale. Celui de droite parce que le dessein de la France unitaire et ses intérêts de classe s'opposent au partage des pouvoirs exorbitants et discrétionnaires aujourd'hui exercés par l'État français, celui de gauche parce qu'il peut beaucoup plus facilement espérer s'emparer de l'État unique, centralisé et dictatorial, que de se rendre maître d'une vingtaine de Régions politiquement et administrativement autonomes.

Ce ne sont donc pas les forces de droite ou de gauche qui ont contribué à faire élire M. Pompidou qui le pousseront à reprendre un projet de régionalisation véritable, dont on sait pourtant qu'il répond au vœu de toutes les « Régions » sous-développées de l'hexagone et à celui de la Bretagne en particulier. Il ne paraît pas non plus, jusqu'à plus ample informé, que la personnalité de l'élegant champion de tennis et général d'opérette que M. Pompidou a choisi pour Premier ministre soit suffisante pour l'imposer à un entourage hostile.

On connaît notre position. Pour nous la « régionalisation » n'est qu'une étape. Encore faut-il la franchir. En aucun cas le peuple breton ne doit accepter qu'elle soit la victime de l'inertie tactique du banquier et du pâtissier. Et encore les Bretons sont presque seuls, et ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Sur eux-mêmes et sur les autres peuples et communautés populaires qui, au sein de l'hexagone, français souffrent des mêmes maux que nous. Il leur appartient d'imposer leurs solutions, non de les mendier, d'affirmer leurs droits, non de les pleurnicher. Ce n'est pas sur le terrain parlementaire et celui de la politique légale et classique qu'ils peuvent le faire valablement. La liberté de la Bretagne, condition même du développement du peuple breton, ne sera pas acquise sans des combats de toute nature, menés sur les terrains politique, économique, social et culturel. Ces combats sont nécessaires, urgents, indispensables. Aucune forme ne doit en être exclue. Quelle que soit cette dernière, quels que soient ces combats, chaque Breton a le devoir d'y participer.

L'AVENIR
de la Bretagne



La jeune héroïne Irlandaise Bernadette Devlin portée en triomphe par ses supporters

Tortures et totalitarismes

Il faut être reconnaissant à notre confrère Embata (1), organe du mouvement national basque, d'avoir publié un numéro spécial sur « La Torture au Pays Basque ». L'opinion internationale sait certes, par de courtes informations de presse, que l'Espagne franquiste s'est engagée dans une politique de répression vis-à-vis des nationalismes basques et catalans. Elle manque en général d'informations précises sur la manière dont cette répression militaire et policière est exercée, et sur les méthodes inhumaines qu'elle emploie. En publiant ces informations nos amis Basques de Bayonne ne servent pas seulement la cause de leur peuple, engagé comme le nôtre dans le combat pour sa libération nationale. Ils servent la cause de l'humanité toute entière. Ils illustrent le combat de tous les hommes libres qui, de quelque idéologie qu'ils se réclament, luttent de par le monde contre le totalitarisme sous toutes ses formes, contre les méthodes, les crimes et les péchés dont il se rend coupable sous toutes les latitudes, sur tous les continents, le nôtre y compris.

Depuis deux ans déjà l'opinion européenne est avertie par les méthodes employées par le régime des deus colonels en Grèce. C'est que ce pays est membre du Conseil de l'Europe. Club d'Etats, qui se veulent respectables et dont certains, comme les Scandinaves, l'Irlande, la Grande Bretagne, prennent les règles de la démocratie au sérieux. Cette Europe nordique, par opposition à l'Europe latine beaucoup moins scrupuleuse à ce sujet, juge fort sévèrement toute atteinte à la liberté individuelle et la méconnaissance ou la violation des droits fondamentaux de l'homme. On parle beaucoup moins, par contre, des attentats contre la personne humaine perpétrés par d'autres Etats de notre continent qui, pour des raisons diverses, ne font pas encore partie de ce Club ou n'y ont pas été acceptés. C'est le cas de l'Espagne franquiste dont les méthodes inhumaines d'interrogatoires et de tortures policières appliquées aux patriotes basques et décrites par nos amis d'Embata, sont plus que suffisantes pour mettre l'Etat totalitaire espagnol au ban des nations civilisées. C'est le cas aussi de la Russie soviétique, qui continue imperturbablement sa politique séculaire d'oppression et d'impérialisme, silencieuse et cruelle, à l'égard des particularismes nationaux, tant à l'intérieur de la Russie proprement dite que vis-à-vis d'Etats communistes voisins, pourtant théoriquement indépendants.

Ici encore des considérations idéologiques étrangères au sujet, et des soucis de politique intérieure française, se conjuguent pour fausser l'information donnée à l'opinion et obscurcir le jugement de nos contemporains. Pour l'Espagne franquiste, chérie des touristes français, notre Etat bourgeois et sa presse conservatrice n'ont que des complaisances. L'opinion et les organes dits progressistes et de gauche de leur côté, s'il leur arrive parfois de fustiger les méthodes totalitaires de l'Etat espagnol, se gardent bien d'évoquer les procès des intellectuels soviétiques, la politique de génocide pratiquée à l'égard des Tatars et autres minorités nationales, les camps de travaux forcés sibériens, pudiquement appelés de rééducation, où sont parqués les défenseurs des nations allogènes occupées par l'Etat russe.

De telles omissions volontaires, de telles palinodies et de telles hypocrisies sont devenues si courantes qu'elles finissent par ne plus retenir l'attention, et qu'elles ne réveillent plus le sens critique ému de nos concitoyens. Elles sont courantes même dans les églises, les universités, les syndicats, les assemblées politiques. Elles n'épargnent pas l'opinion bretonne. Elles sévissent au sein même du mouvement breton lorsque ceux qui ont la tâche de diriger ce dernier, ou le devoir de l'informer, oublient que la seule justification morale de leur combat personnel est, aux yeux du monde, de combattre et de dénoncer le totalitarisme étatique sous toutes ses formes, sans se laisser égarer par l'idéologie ou la couleur politique dont ce totalitarisme se pare. Agir de cette façon pourait imiter l'hypocrisie et les jugements à sens unique trop fréquents dans l'opinion française, est propre à faire douter de la sincérité et du désintéressement du combat que nous menons tous pour la liberté de notre peuple et de notre patrie.

Il ne faut pas se lasser de répéter que le centralisme et l'autocratie étatique, qui est le mal principal dont nous souffrons en Bretagne parce qu'il engendre tous les autres maux, l'inflation excessive des pouvoirs de l'Etat, conduisent inévitablement au totalitarisme. Ils le secrètent comme le serpent secrete son venin. Le totalitarisme secrete à son tour les restrictions à la liberté de pensée, les attentats contre la personne, les tortures, les emprisonnements et les génocides, la colonisation, l'oppression et l'assimilation des ethnies minoritaires.

Ce totalitarisme sévit aussi bien dans les régimes dits de gauche que dans les régimes dits de droite. Aucun régime politique ne peut se dire immunisé contre lui, et les fascistes ne sont pas tous de la même couleur. Changer le régime sans changer l'Etat, sans réduire ses attributions, sans démanteler le pouvoir absolu qu'il détient, sans lui disputer la souveraineté totale et légitime qu'il s'arroge, et dont un homme, une classe ou une oligarchie peuvent s'emparer à leur profit exclusif, n'est qu'une entreprise illusoire et trompeuse. Nous devons nous garder en Bretagne de cette grande illusion. Il appartient au mouvement breton tout entier de la dénoncer sans trêve, et sans se laisser encombrer du respect d'une idéologie plutôt que d'une autre. C'est ainsi seulement que notre combat particulier peut rejoindre celui de tous les hommes à la recherche d'un monde et d'une société où la liberté ne soit plus un vain mot.

Yann FOUERE.

(1) Embata, 14, rue des Cordeliers, Bayonne. Abt. : 12 Frs par an. Numéro spécial du 4 juin 1969.

Edité par la SOCIÉTÉ PRESSE
Directeur : Yann FOUERE
Le gérant, responsable de la Publication :
J. P. CLENET

Prochain Numéro :
JEUDI 9 OCTOBRE

Imprimerie
LES PRESSES BRETONNES

13, rue Poullin-Corbion
Dépôt légal : N° 1410
ST-BRIEUC, Tél. 33.08.06

(Suite de la première page)

en plus nombreuses des Irlandais en faveur de l'égalité des droits et en particulier l'abolition du système censitaire pour les élections locales. C'est l'objectif poursuivi par le « Mouvement pour les Droits Civiques » récemment créé.

Les combats qui se sont déroulés ont montré la férocité de la communauté anglaise de l'Ulster et en particulier des suppléants de la police appelée « Specials B », au nombre de 8.800, tous anglais. « Ce sont tous des fanatiques qui veulent notre sang », disent les habitants du quartier populaire de Cromlin Road que les suppléants se dépêchèrent d'incendier avant l'arrivée des troupes régulières, montrant ainsi qu'ils sont bien décidés à ne pas lâcher de leurs privilèges d'un autre Agé.

M. Chichester-Clark passe pour un modéré à côté de son prédécesseur M. O'Neill, mais jusqu'à quand pourra-t-il maintenir les poussées extrémistes ? L'intention de M. Harold Wilson de contraindre l'administration de Belfast à entreprendre les réformes indispensables et de faire en sorte, par l'élaboration d'une nouvelle Constitution que les catholiques irlandais jouissent des mêmes droits que les protestants anglais ne risque-t-elle

pas de mettre à nouveau le feu aux poudres ? Le calme qui régnait actuellement en Irlande du Nord semble bien trop précaire pour durer et les barricades, toujours dressées, semblent bien menaçantes.

L'internationalisation du conflit

La situation des Irlandais du Nord n'a naturellement pas laissé indifférents les Irlandais du Sud. Le contraire eût été honteux si une lâcheté. Cela n'a pas empêché M. Chichester-Clark de critiquer violemment le gouvernement de Dublin, allant même jusqu'à dire que celui-ci s'était conduit en voyant à la suite du rappel des réserves et de l'envoi de troupes à la frontière ou celle-ci installa à 30 km. de Londonderry un hôpital de campagne afin de soigner les blessés du « Bogside ».

Critiquant à juste titre la police de l'Ulster et principalement les « Specials B », le Premier Ministre de l'Irre, M. Jack Lynch demandait le 13 août à la Grande Bretagne de faire intervenir les troupes des Nations Unies en Irlande pour maintenir la paix. Naturellement Londres rejeta cette demande avec hauteur et se trouva même un scri-

bouillard français, M. Basile Teslin (A.F.P. Londres), pour appuyer « farfelu » la proposition irlandaise.

De son côté, l'armée clandestine, l'IRA, répondant à l'appel de Bernadette Devlin qui affirmait : « Nous avons le droit de demander l'aide, de n'importe qui pour empêcher de nouvelles pertes de vies humaines. Si personne ne vient à notre aide, nous continuerons à combattre parce qu'il le faudra. » Menaçait d'intervenir aux côtés de leurs frères.

D'autres pays donneront leur appui aux nationalistes irlandais et en particulier Pékin et Moscou, pour un fois d'accord, ont ainsi que dans « La Pravda » du 16 août, M. Orlov écrit : « L'envoi des forces armées anglaises montre que Londres continue à considérer l'Ulster comme une colonie où l'Angleterre peut prendre les décisions sans se soucier de la volonté du peuple irlandais. »

La réunification de l'Ile

Etant donné l'intransigeance et la volonté de la communauté anglaise de l'Irlande du Nord, menée par le pasteur Ian Paisley, de conserver le monopole du pouvoir politique, on voit mal comment cette affaire pourrait trouver une solution dans le cadre britannique.

La réunification de l'Ile qui pouvait paraître, il y a quelques mois à peine, comme une folle rêverie apparaît maintenant à beaucoup comme la seule issue envisageable. Ainsi le gouvernement de l'Eire a officiellement demandé le rattachement de l'Irlande du Nord et compte porter le dossier sur le bureau du Conseil de Sécurité de l'ONU. Bien sûr, la position d'exploités des Irlandais du Nord les a amenés à prendre des positions socialement avancées comme la preuve l'indication de M. Bob Devlin pour Fidel Castro. Bien sûr, le gouvernement de M. de Valera a tout le moins aussi conservateur que celui de M. Chichester-Clark n'est pas pour les Irlandais du « Bogside » le régime économique-social dont ils rêvent mais le sentiment national irlandais, très puissant, allié à la « haine de l'Anglais » qui est loin d'être déclinée peut jouer un rôle prépondérant.

En tous cas le drapreau de la République libre d'Irlande hissé par Bernadette Devlin elle-même, sur un immeuble de sept étages face au misérable quartier du Bogside, est à cet égard symptomatique.

Jean HAMON.



L'Irlande en flammes

Galv ar c'hevre keltiek

Appel de la Ligue Celtique à la solidarité avec les victimes de l'Ulster

La Ligue Celtique est, de par sa constitution, non sectaire. Nous soutenons la liberté de religion et la non-discrimination pour tous. Nous croyons que le système actuel dans les six Comtés ne profite seulement qu'à une minorité d'exploiteurs dont la politique peut être difficilement expliquée en termes chrétiens. Nous soutenons la Réunification de l'Irlande sous le gouvernement de la République Irlandaise, mais nous suggérons qu'un plus grand effort soit fait par ses autorités pour dissiper, parmi les protestants des six Comtés, cette crainte que leur liberté de religion soit limitée dans une Irlande unie.

Quels que soient nos motifs politiques, il y a un appel à notre générosité pour aider ces milliers de gens qui ont perdu leur maison et leurs pauvres biens et qui doivent vivre maintenanent dans des camps de réfugiés.

Vous pouvez les aider, et marquer ainsi votre solidarité interceltique en envoyant votre aide financière à :

Jacques DEROUET
2, Place Ed.-Normand, 44-Nantes
C.C.P. 3264 47 Nantes

Vous pouvez aussi envoyer votre aide à la famille des deux Gal-

lois tués par l'explosion d'Aberdeen au début de juillet — précisez la destination de votre don en indiquant EIRE pour l'Irlande ou CYMRU pour le Pays de Galles.

Vous pouvez aussi aider nos frères Irlandais en écrivant à l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris (4, rue Ride, Paris 16^e) pour demander la suppression immédiate des forces spéciales B, l'abrogation du Stormont, l'intervention des forces de l'ONU, pour remplacer les troupes Britanniques, l'ouverture de pourparlers entre Londres et Dublin en vue de la réunification de l'Irlande.